

Avis 149 : Amélioration de la résilience du secteur face aux crises.

1. Contexte

La crise du COVID-19 et les mesures sanitaires prises par l'Union Européenne et les différents Etats Membres ont fragilisé le secteur des pêches et toute sa chaîne de valeur. Si des mesures d'urgence ont permis de répondre à certaines difficultés, des améliorations sont possibles selon les membres du CC SUD, ils saluent donc l'initiative de la Commission de préparer, dans le cadre de la stratégie « De la ferme à la table » un plan d'urgence pour faire face à de futures crises. On peut tirer de cette crise de nombreuses leçons, pas seulement face à une urgence sanitaire mais aussi face à des crises d'autre nature, sociale, environnementale ou politique. Elle nous oblige à penser en terme de système socioéconomiques plus résilients. Cet avis a donc pour ambition de transmettre à la Commission des éléments de réflexion et des propositions des membres du CC SUD.

En annexe de ce document, se trouvent des éléments de contexte détaillant les impacts de la crise sur les flottilles du CC SUD à différentes échelles dans les trois Etats Membres du CC SUD.

2. Mesures pour un plan d'urgence

Les travaux engagés par la Commission sur le plan d'urgence pour assurer l'approvisionnement alimentaire et la sécurité alimentaire dans le cadre de la stratégie « de la ferme à la table » sont essentiels pour améliorer la réponse de l'Union Européenne aux futures crises. Ce plan doit permettre de répondre à des crises de nature potentiellement très variées en mettant en place des mécanismes visant à apporter une réponse agile et rapide. Les pêcheurs contribuent à alimenter la population européenne et ils doivent disposer des outils facilitant le maintien de leur activité (outils juridiques, protection sanitaire, dérogation pour continuer à se déplacer etc.). Toute coupure de la chaîne alimentaire entraînerait certainement beaucoup de difficultés pour se relever, s'il n'y a pas de préparation. Pour renforcer cette assurance à maintenir une activité les points suivants semblent importants :

-Une coordination européenne : le marché des produits de la mer est généralement européen et les décisions unilatérales de certaines pays (fermeture des frontières) a impacté les secteurs socio-économiques d'autres EM. Une réponse coordonnée des EM améliorerait



la résilience du secteur ;

- Afin d'apporter une réponse rapide adaptée à la nature de la crise et éclairer l'évaluation de la situation de terrain, un mécanisme de participation des organisations professionnelles et d'autres experts doit être mis en place.;
- Avoir à disposition des protocoles de réponses rapides, de mesures disponibles dès que la crise s'amorce : Pendant la crise Covid, les réponses sont arrivées a posteriori. Certains pêcheurs sont donc allés en mer sans avoir aucun protocole sanitaire (par exemple, pas d'équipement de protection). Puisqu'il s'agit d'un secteur essentiel, il doit disposer de sauvegardes économiques et de protection des travailleurs devant la possible absence de rentabilité du navire et sans réponse juridique en cas de propagation du virus à bord des navires.
- Anticiper les crises, améliorer le flux d'information dans la filière : la crise a rappelé que les maillons étaient interconnectés et que les impacts sur un maillon étaient ressentis par les autres maillons ;
- Apporter une réponse globale aux pêcheurs pour tenter de mieux organiser le marché : Les pêcheurs français ont été incités à continuer à aller en mer mais finalement les navires non rentables qui ont continué leur activité n'ont pas bénéficié de soutien. Un mécanisme de compensation de perte de chiffre d'affaires ou une garantie marée en complément des arrêts temporaires aurait permis d'apporter une réponse globale facilitant la mise en place de solutions locales comme des rotations de navires ;
- Renforcer les dispositifs existants : le montant de l'aide au stockage n'était pas adapté aux espèces stockées pendant la crise (baudroie notamment). Le barème de compensation (aide au kg) était basé sur les opérations connues par le passé c'est-à-dire des déséquilibres ponctuels offre-demande liés aux saisons de pêche (type poisson bleu dont les coûts de stockage au kg sont faibles). Or là il s'agit d'un déséquilibre long pour cause de fermeture de certains marchés en particulier restauration traditionnelle, ce n'est pas les mêmes espèces ni les mêmes coûts, ils sont beaucoup plus élevés. Le stockage peut également avoir tendance à repousser le problème, c'est pourquoi les quantités doivent rester limitées. Les bénéfices de l'aide au stockage ont été limités car contrainte par une remise sur le marché avant le 31/12/20 . Ainsi, un mécanisme spécifique pour ce type de cas doit donc être mis en



place, que garantisse la sécurité alimentaire et le stockage indispensable de certaines espèces.

- Mettre en place un fond dédié : Les aides sectorielles ont été financées sur le FEAMP et il semble que ce soit une fragilité. D'une part, les EM ayant consommé leur enveloppe ne pouvaient prétendre à des mesures d'urgence. Une crise en début de programmation pourrait remettre en cause les évolutions structurelles qu'un fond tel que le FEAMP doit appuyer sur plusieurs années. Un fond d'urgence spécifique semble plus adapté. D'ailleurs c'est actuellement sur le motif de la transition FEAMP/FEAMPA que le secteur n'est plus accompagné alors que les effets de la crise Covid sont toujours omniprésents...

3. Conclusion

Si la crise du COVID-19 a mis en exergue les fragilités du secteur des pêches, en plus de ses forces, elle a aussi démontré son importance pour la souveraineté alimentaire de l'Union Européenne. Il apparaît donc essentiel aux membres du CC SUD de prendre des mesures permettant de renforcer durablement ce secteur et les communautés qui en vivent, en prenant en compte l'ensemble des défis socio-économiques et environnementaux évoqués dans cet avis. Il convient de rappeler que la crise sanitaire continue d'impacter durement le secteur, que nous sommes face à une crise socio économique sévère et qu'il faut continuer l'accompagnement en 2021. De plus, nous avons l'agenda 2030 qui prétend concilier le développement humain dans le respect des limites de la planète.

Pour cela, le futur du secteur passe par la construction d'une vision plus structurante, capable de contribuer davantage au bien être des communautés qui dépendent de lui, à la sécurité alimentaire et à la protection de l'écosystème dont il dépend. A moyen et à long terme, les fonds de reconstruction de la UE (Next Generation) doivent être utilisés de manière intelligente dans le secteur de la pêche et de la conservation de l'écosystème marin duquel il dépend. En plus des défis décrits dans l'avis, auxquels fait face le secteur de la pêche décrits dans l'avis, nous devons prendre en considération la Nouvelle Stratégie Européenne pour la Biodiversité Européenne qui prétend ralentir la perte d'espèces et d'habitats, à travers la protection des espaces et la restauration de systèmes marins côtiers, en plus des systèmes terrestres.



Le CC SUD continuera de travailler pour identifier des recommandations dans les axes définies par l'Union Européenne sur l'investissement de ces fonds, afin qu'ils facilitent la transition écologique de la pêche pour tous les segments de la flotte, la dynamisation et la diversification socio économique des communautés de pêcheurs en soutenant une économie sociale à travers les petites et moyennes entreprises, la protection des écosystèmes, la restauration des habitats dégradés, face à toutes les pressions dues à tant d'activités humaines. La cohérence et la coordination de politiques et des administrations impliquées sera fondamentale pour ne pas perdre cette opportunité.

ANNEXES – Réponses à la consultation organisée par le secrétariat du CC SUD

1. FEDOPA – Etat des lieux en France
2. OPP LUGO – Galice
3. OPEGUI – Pays Basque Espagnol
4. OPP72 – Andalousie
5. Fédération des pêches des Açores – Açores
6. VIANAPESCA - Portugal



NOM : Jérémie Souben

ORGANISATION : FEDOPA

Les informations ci-dessous concernent :

Le Portugal

L'Espagne

La France

ou une région autonome :

1. Contexte

Avant la crise sanitaire

Nombres de navires, nombres d'emplois, éléments socio-économiques, autres...

La production nationale totale en 2018 atteignait 291 000 tonnes pour une valeur de 998 millions d'euros. La part de la production vendue dans les HAM s'élevait à 65% en tonnage et 64% en valeur.

Pendant la crise :

1. Mesures sanitaires prises (*durée du confinement, fermeture des frontières...*)

Voici les principales dates clés :

1^{ère} vague : printemps 2020

- 13 mars : Fermeture des écoles (impact restauration scolaire/collective)
- 15 mars : Fermeture des restaurants
- 17 mars – 11 mai : confinement national
- 17 mars : fermeture espace Schengen (impact pour les marchés hors UE : tourteaux, bulots...)
- 23 mars : fermeture des marchés en plein air sauf dérogation préfectorale ;
- Forte réduction de l'exportation intra UE notamment vers l'Italie et l'Espagne ;
- 22 juin : réouverture des restaurants avec protocole sanitaire strict.

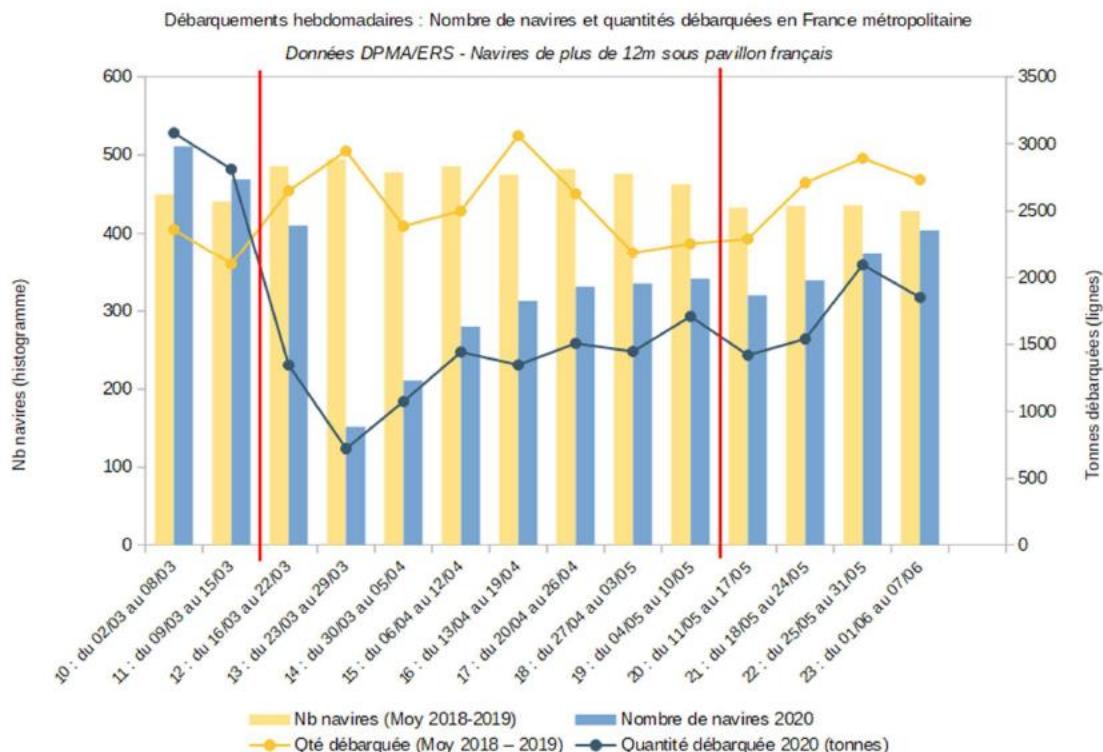
2^{ème} vague : automne/hiver 2020-21

- 26 septembre : fermeture des restaurants dans les régions fortement impactées
- 14 octobre : couvre-feu à 20h
- 30 octobre – 15 décembre : confinement national (écoles ouvertes)
- A partir du 30 octobre (toujours en cours) : fermeture des restaurants (hors vente à emporter)
- 15 décembre : couvre-feu à 20h
- 16 janvier : couvre-feu à 18h (toujours en cours)



2. Impact sur le secteur (*Nombre de bateaux à l'arrêt, pertes de chiffre d'affaire, autres...*)

Pour illustrer l'impact sur la pêche, le graphique de FranceAgriMer pour les navires de plus de 12m montre l'effet brutal de la crise et la reprise progressive. Cette reprise n'était pas accompagnée par une rentabilité assurée pour les navires.



Source : DPMA/ERS au 07/06/2020

IFREMER a produit des éléments de suivi de conséquence de l'épidémie de Covid-19 sur la pêche professionnelle pour les navires supérieurs à 12m de la façade Atlantique (<https://archimer.ifremer.fr/doc/00678/78995/>). Pendant le 1^{er} confinement les principales évolutions en comparaison à 2018 et 2019 sont les suivantes :

- Nombre moyen de navires actifs : -39%
- Nombre de jours de pêche : -44,6 %
- Débarquement total : -28.3%
- Valeur débarquée : -37.9%
- Prix moyen : -13.3%

Il faut noter que le bilan sur l'année 2020 affiche un recul par rapport à la moyenne 2018-2019 sur le nombre de jours de pêche, le tonnage débarqué et la valeur. Les pertes occasionnées pendant le 1^{ere} vague n'auront pas été entièrement compensées sur le reste de l'année.



Par ailleurs quelques chiffres clés sur les dispositifs de soutiens sectoriels (arrêts temporaire et aide au stockage) qui montrent l'impact sur le secteur.

Lors de la première période d'arrêts temporaires 1339 dossiers ont été engagés par les autorités françaises. Pour les régions en charge des eaux occidentales sud, les DIRM NAMO et Sud Atlantique ont respectivement enregistrés 606 et 185 dossiers.

Concernant l'aide au stockage, début juin 2020, les OP françaises qui réalisent du stockage avaient en stock :

- 80 t de baudroies
- 50 t de bulot
- 17 t de dorade grise
- 13 t de pétoncle
- 7 t de langoustine
- 6,5 t de roussette
- 5 t de merlu
- 8 t de chincharde
- 7,5 t de sardine
- 7 t de bogues
- 4,5 t de capelan
- 4 t de Coquille Saint Jacques
- 1 t de praire
- 1 t d'araignées

Enfin, au plus fort de la crise, plusieurs OP (mais pas toutes) ont suspendu leur ordre d'achat entraînant une chute des prix pour certains produits. Compte tenu du niveau d'invendus, les couts d'intervention et le manque de visibilité sur le devenir de certains produits à inciter à cette prise de décision. Cette suspension a globalement été appliquée entre le 20 mars 2020 et la fin avril. Les ordres d'achat ont ensuite été rétablis progressivement.

Globalement les difficultés se sont réparties tout le long de la chaîne d'approvisionnement : fermeture de mareyeurs, fermeture de certaines criées, etc... et chaque maillon du secteur a été impacté.

2. Aides

1. *Quels types d'aides ont été attribués aux entreprises de pêches, sur quels fonds et avec quelles conditions ?*

Les pêcheurs français ont eu accès à différents types d'aide :

1- Les aides sectorielles dans le cadre du FEAMP :

- Les arrêts temporaires accessibles aux armateurs entre le 12 mars et le 31 mai (condition : être arrêté un minimum de 15 jours sur la période avec une fraction



minimale d'arrêt fixée à 3 jours consécutifs) puis du 29 octobre au 24 décembre (condition : être arrêté un minimum de 10 jours sur la période avec une fraction minimale d'arrêt fixée à 3 jours consécutifs) ;

- L'aide au stockage accessible aux OP entre le 1er février et le 31 décembre 2020. Les produits stockés devaient être réintroduits sur le marché de la consommation humaine au plus tard le 31 décembre 2020.
- 2- Les aides transversales accessibles à l'ensemble des entreprises françaises (crédits nationaux)
- Prêt Garanti par l'Etat ;
 - Report de charges ;
 - Chômage partiel ;
 - Fond de solidarité (non accessible à toutes les entreprises et déduit d'éventuels arrêts temporaires).

2. Ces aides ont-elles répondu aux difficultés immédiates ? Expliquez.

Ces aides ont été en partie rétroactives et ont donc permis d'aider les entreprises de pêche à absorber le choc.

L'aide au stockage est perçue comme un outil de crise mais il n'est pas adapté à ces niveaux d'invendus puisque les stocks restent difficiles à écouler plus tard sur le marché. Ce dispositif reste néanmoins important lors d'accidents de marché ponctuels que ce soit pendant ou hors confinement.

3. Mesures de long terme

1. Est-ce que des mesures de long terme sont à l'étude dans votre région ?

Non. Depuis le 1^{er} janvier 2021, les entreprises de pêche françaises ne sont pas accompagnées par des aides sectorielles. Certaines aides transversales restent disponibles mais dans des conditions moins favorables qu'en 2020. Par exemple, les échéances de remboursement du prêt garanti par l'Etat peuvent être repoussées. Cela ne constitue pas pour autant à un accompagnement sur le long terme.

2. Quelles mesures supplémentaires proposez-vous pour améliorer la résilience du secteur face à ce type d'événements ?

Pour gagner en résilience suite à des événements majeurs qui perturbent la chaîne d'approvisionnement, il est essentiel que le secteur continue de s'affirmer comme une filière alimentaire. Les pêcheurs contribuent à alimenter la population européenne et ils doivent disposer des outils facilitant le maintien de leur activité (outils juridiques, protection sanitaire, dérogation pour continuer à se déplacer etc.). Toute coupure de la chaîne alimentaire entraînerait certainement beaucoup de difficultés pour se relever. Pour renforcer cette assurance à maintenir une activité les points suivants semblent importants :



-Meilleur coordination européenne : le marché des produits de la mer est généralement européen et les décisions unilatérales de certaines pays (fermeture frontière) a impacté les secteurs socio-économiques d'autres EM. Une réponse coordonnée des EM améliorerait la résilience du secteur ;

- Avoir une boîte à outils de mesures disponibles dès que la crise s'amorce : Pendant la crise Covid, les réponses sont arrivées a posteriori. Certains pêcheurs sont donc allés en mer sans avoir de réponse sanitaire (pas de protection), sans garantie d'aide économique en l'absence de rentabilité du navire et sans réponse juridique en cas de propagation du virus à bord des navires.

- Améliorer l'anticipation des crises et le flux d'information dans la filière : la crise a rappelé que les maillons étaient interconnectés et que les impacts sur un maillon étaient ressentis par les autres maillons ;

- Apporter une réponse globale aux pêcheurs pour tenter de mieux organiser le marché : Les pêcheurs français ont été incités à continuer à aller en mer mais finalement les navires non rentables qui ont continué leur activité n'ont pas bénéficié de soutien. Un mécanisme de compensation de perte de chiffre d'affaires ou une garantie marée en complément des arrêts temporaires aurait permis d'apporter une réponse globale facilitant la mise en place de solutions locales comme des rotations de navires ;

- Renforcer les dispositifs existants : le montant de l'aide au stockage n'était pas adapté aux espèces stockées pendant la crise (baudroie notamment). Le barème de compensation (aide au kg) était basé sur les opérations connues par le passé c'est-à-dire des déséquilibres ponctuels offre-demande liés aux saisons de pêche (type poisson bleu dont les coûts de stockage au kg sont faibles). Or là il s'agit d'un déséquilibre long pour cause de fermeture de certains marchés en particulier restauration traditionnelle, ce n'est pas les mêmes espèces ni les mêmes coûts, ils sont beaucoup plus élevés. Le stockage peut également avoir tendance à repousser le problème. Les bénéfices de l'aide au stockage ont été limités car les OP françaises étaient contraintes par une remise sur le marché avant le 31/12/20 ;

- Apporter une réponse pour l'ensemble des maillons de la filière : Les maillons sont interconnectés et il est indispensable de soutenir l'ensemble de la filière pendant ce type de crise

4. Conclusion

En quelques mots, quel est le message que vous souhaitez transmettre à la Commission Européenne via ce Groupe Ad-Hoc ?

Les travaux engagés par la CE sur le plan d'urgence pour assurer l'approvisionnement alimentaire et la sécurité alimentaire dans le cadre de la stratégie farm to fork sont essentiels pour améliorer la réponse de l'UE aux futures crises. Ce plan doit permettre de répondre à des crises de nature potentiellement très variées en mettant en place des mécanismes visant à apporter une réponse agile et rapide. Il sera essentiel d'y associer les acteurs socio-économiques et que la pêche y soit pleinement associée. La proximité du terrain sera essentielle pour produire une réponse adaptée.





6 rue Alphonse Rio • 56100 Lorient
+33 297 83 11 69 • info@cc-sud.eu
www.cc-sud.eu

Les aides sectorielles ont été financées sur le FEAMP et il semble que ce soit une fragilité. D'une part, les EM ayant consommé leur enveloppe ne pouvaient prétendre à des mesures d'urgence. Une crise en début de programmation pourrait remettre en cause les évolutions structurelles qu'un fond tel que le FEAMP doit appuyer sur plusieurs années. Un fond d'urgence spécifique semble plus adapté. D'ailleurs c'est actuellement sur le motif de la transition FEAMP/FEAMPA que le secteur français n'est plus accompagné alors que les effets de la crise Covid sont toujours omniprésents...

Et pour terminer, il paraît essentiel de rappeler que la crise Covid-19 frappe toujours durement le secteur et qu'il ne faut pas limiter l'accompagnement à 2020.



Documento de Trabajo- Grupo Ad-Hoc COVID

NOMBRE :
ORGANIZACION :

SERGIO LOPEZ GARCIA
ORGANIZACIÓN PRODUCTORES PESQUEROS LUGO

Las informaciones abajo concierne::

Portugal

España

Francia

O una región autónoma: GALICIA

1. Contexto

Antes de la crisis sanitaria

Numero de buques, numero de empleos, elementos socio económicos, artes practicados, descripción de la flota, 1º venta, otros...

Nuestra organización cuenta con 4 tipos de flota, 2 de altura y 2 de litoral:

-Palangre Superficie en aguas internacionales Atlántico, flota que utiliza el arte de pesca de palangre (long line) y sus especies objetivo son pez espada, tiburón azul y marrajo. Son 16 buques con una media de 13 tripulantes. 2 de estos buques están en países terceros mediante el Acuerdo UE-Mauritania. Excepto 2 buques más pequeños que trabajan en fresco, todo el resto son buques congeladores. Las mareas duran entre 30 y 100 días, en función del nivel de capturas y zonas de pesca. Las ventas se hacen en Vigo directamente en los industrias congeladoras y comercializadoras. Hay 4 buques trabajando en Atl. Sur.

-Flota NEAFC en aguas europeas. Son 16 buques, 15 de palangre de fondo y 1 de volantas. La especie objetivo es la merluza. La media de tripulantes es de 15, todos trabajan en fresco y la 1ª venta se hace mayoritariamente en la lonja de Burela (Galicia). Hacen mareas de unos 15 días de duración. Las zonas más habituales de pesca son: aguas del Golfo Vizcaya, sur de Irlanda, Oeste Escocia, ...

-Arrastre de fondo en litoral. Son 6 buques que hacen su actividad en la zona CIEM 8c. Sus especies objetivo son variadas y de fondo: merluza, gallo, rape, y pequeños pelágicos como caballa y jurel. Tienen una media de 12 tripulantes. Hacen mareas de 1 o 2 días duración.

-Cerco artesanal en litoral. Sólo 3 buques que trabajan en las zonas 8c y 9a. Sus especies objetivo son pequeños pelágicos: jurel, caballa, bocarte, sardina, ... Media de 11 tripulantes.

Durante la crisis:

1. Medidas sanitarias tomadas (duración del confinamiento, cierre de fronteras...)

Al principio de la pandemia (marzo-junio 2020) no contamos siquiera con EPIs (equipos de protección como guantes, mascarillas, geles, ...) ya que no existía oferta disponible.



Además, como dichos EPIS eran necesarios para los servicios sanitarios, se nos amenazó con confiscar cualquier compra de este material, que como no existían en España, venían

mediante importación desde China. Luego, según fueron pasando los meses, ya fuimos recibiendo diferentes medios y nos permitieron su adquisición.

No existió un confinamiento general para la flota ni para la actividad pesquera.

En cuanto a las medidas sanitarias individuales (positivos y cuarentenas de tripulaciones), se tomaron en aquellos buques que tuvieron algún caso positivo. Fueron varios buques de todas las modalidades de pesca las que sufrieron esta situación. Una vez detectado un caso positivo, las autoridades sanitarias deciden la cuarentena del resto de tripulación por un periodo de unos 12 días y luego de conseguir un resultado negativo en las pruebas PCR.

El cierre de fronteras provocó problemas para la sustitución de tripulaciones que no estaban en Europa, generando que muchos barcos tuvieran que mantener el mismo personal a bordo, sin opción de cambio ya que no existían vuelos disponibles a ciertos países.

2. Impacto sobre el sector (numero de buques parados, perdida de ingresos, otros...)

Durante el cierre de la actividad (marzo/junio 2020) prácticamente toda la flota mantuvo una actividad normal. El mercado funcionó de forma muy inestable.

La flota de congelado (pez espada, tiburones, ...) tuvo un impacto muy grande. Casi un 50% de sus capturas no se pudieron vender porque se cerró el canal HORECA (hostelería, restauración y catering) así como el comercio internacional. El otro 50% que sí vendían era a precios muy bajos, generando un gran nivel de pérdidas.

Las otras 3 flotas de fresco no tuvieron estos problemas. Aunque el cierre de HORECA generó una caída importante de la demanda, al ser productos de gran consumo y con precios muy competitivos (merluza, pelágicos, demersales, ...) mantuvieron el tipo.

El funcionamiento del mercado tuvo una gran variabilidad en la demanda y precios, lo que provocó que durante semanas los armadores pensaran en paralizar su actividad si se mantenían los precios tan bajos. Esto finalmente, sólo se tomó en casos esporádicos.

La pérdida de ingresos en la flota de fresco no ha sido demasiado alta, sino debido a una bajada en los precios medios y algunas especies capturadas.

2. Ayudas

1. ¿Qué tipo de ayudas se han atribuido a las empresas de pesca?; en qué fondo?, ¿con qué condiciones?

Por parte del Ministerio de Pesca se pusieron en marcha las ayudas FEMP aprobadas por el Consejo EU y que ampliaron ciertas ayudas (almacenamiento, paradas temporales, ...)



Por parte de la Administración Autonómica (Xunta de Galicia) se concedieron ayudas directas a las empresas para compensar la pérdida de ingresos. Estas ayudas tienen la consideración de ayudas de estado y no están dentro del fondo FEMP. La flota de fresco pudo optar a ayudas de hasta 40.000 € por buque y la flota de congelado hasta 25.000 €.

Las condiciones de estas ayudas era que eran incompatibles entre sí para el mismo periodo y en el caso de las paradas temporales fueron desde 14 marzo a 15 julio. Desde la Administración se anunciaron ayudas para el 2º semestre del año, pero de momento no han sido publicadas.

2. *¿Qué tipo de ayudas se han atribuido a las tripulaciones? ¿En qué fondo?, ¿con qué condiciones?*

Las ayudas COVID del Ministerio a paradas temporales están dentro del fondo FEMP, y fueron dirigidas tanto a armadores como a tripulantes que sufrieron esas paradas.

3. *¿Qué tipo de ayudas se han atribuido a las lonjas? ¿En qué fondo?, ¿con qué condiciones?*

No lo sé. Pero creemos que sí hubo ayudas desde la comunidad autónoma a las lonjas.

4. *¿Estas ayudas han permitido responder a las dificultades inmediatas? Explicar.*

Todas las ayudas permiten afrontar mejor los problemas. De todas formas, si hacemos una evaluación completa de la situación y periodo de crisis con la pandemia, creemos que el sector ha respondido de forma espectacular a la situación de dificultad llegada, independiente de las ayudas, que siempre son a posteriori.

3. Medidas a largo plazo

1. *¿Se están estudiando medidas a largo plazo en su región?*

Creemos que no. La política (regional o nacional) no suele estudiar medidas a largo plazo, sólo el día a día

2. *¿Qué medidas suplementares propone para mejorar la resiliencia del sector frente a este tipo de acontecimiento?*

Desde la COM se han puesto en marcha una serie de planes pensando en que lleguen al sector una serie de mejoras (digitalización, modernización empresas, ...) pero creemos que estos fondos no van a llegar al sector. La mayoría de ellos van a quedar en la propia Administración, que ha visto como estos fondos de resiliencia le vienen muy bien para ayudar a modernizar su funcionamiento, dirigiendo dichos fondos a la propia digitalización y al incremento del control.

Lo que nuestro sector considera, es que una oportunidad como esta debería ser aprovechada para llegar realmente al sector.





6 rue Alphonse Rio • 56100 Lorient
+33 297 83 11 69 • info@cc-sud.eu
www.cc-sud.eu

Y pensar en la modernización real del mismo para hacerlo atractivo a las nuevas generaciones. Es imprescindible dar estabilidad en el sistema de TACs, también mejorar las condiciones de vida para lo que son necesarias esas GTs

sociales (que significan que se SI se puedan mejorar la zona de habitabilidad y no de almacenamiento o tratamiento del pescado), hacer un control específico de las empresas para garantizar un mínimo de comodidad en los puestos de trabajo, ayudas a la modernización en los artes de pesca y las telecomunicaciones (muchas ahora no entran en las ayudas porque se considera que pueden incrementar la capacidad de pesca, cuando si estamos en un régimen de Cuotas no debería importar, ..) mejoras en seguridad laboral, ...

4. Conclusión

En algunas palabras, ¿cuál es el mensaje que desea transmitir à la Comisión Europea a través de este grupo Ah-Hoc?

Que las ayudas implantadas desde la COM han sido importantes y rápidas, pero que dichas ayudas no llegan realmente al sector de una forma clara...

Nuestro producto pesquero es un producto que aporta a la dieta unas proteínas sanas y saludables, y que la pérdida o disminución del sector primario es un error. Por un lado porque se pierde soberanía alimentaria en Europa (en una próxima crisis dependeremos del pescado Chino y Ruso), y por otro, porque el balance comercial es cada vez más negativo, por lo que cada vez dependemos más de flotas extranjeras que no cumplen las directrices y normas que sí se nos exigen a las flotas europeas...

El sector pesquero es realmente un sector esencial y tiene un efecto multiplicador en las economías, pues atendámoslo como tal merecemos...

Tenemos que aprovechar esta crisis para prepararnos de una forma real para el futuro...



Documento de Trabajo- Grupo Ad-Hoc COVID

NOMBRE :
ORGANIZACION :

Las informaciones abajo concierne::

Portugal

España

Francia

O una región autónoma:

1. Contexto

Antes de la crisis sanitaria

Numero de buques, numero de empleos, elementos socio económicos, artes practicados, descripción de la flota, 1º venta, otros...

INFORMACION ASOCIADOS 01/01/2021							
PUERTO	Nº TRIPULANTES	Nº BARCOS					
		ARTES MENORES	PALANGRE DE RASCO	RASCO	CERCO	DAKAR	TOTAL
HONDARRIBIA	322	6	1		19	5	31
PASAIA	43	12	1	1	1		15
DONOSTIA	6	3					3
ORIO	63				4		4
GETARIA	235	9			15	1	25
MUTRIKU	3	1					1
TOTALES	672	31	2	1	39	6	79

MODALIDAD	KILOS	IMPORTE	PRECIO MEDIO
CERCO	20.243.663,38	35.118.789,49	1,73
OTRAS ARTES	2.191.433,80	4.395.015,74	2,01
Total general	22.435.097,18	39.513.805,23	1,76

Durante la crisis:

1. Medidas sanitarias tomadas (duración del confinamiento, cierre de las fronteras...)

Estado de alarma desde marzo 2020. Confinamiento, cierre fronteras, cierre del canal HORECA

2. Impacto sobre el sector (numero de buques parados, perdida de ingresos, otros...)



2. Ayudas

1. *¿Qué tipo de ayudas se han atribuido a las empresas de pesca? ¿en qué fondo?, ¿con qué condiciones?*
Ayudas por parada de la actividad y ayudas al almacenamiento. FONDO FEMP
2. *¿Qué tipo de ayudas se han atribuido a las tripulaciones? ¿en qué fondo?, ¿con qué condiciones?*

Todas las ayudas han beneficiado tanto al armador como a la tripulación.

3. *¿Qué tipo de ayudas se han atribuido a las lonjas? ¿en qué fondo?, ¿con qué condiciones?*
ninguna
4. *¿Estas ayudas han permitido responder a las dificultades inmediatas? Explicar.*

Las ayudas al almacenamiento han permitido paliar en parte la caída de precios motivada por la afección del COVID en los mercados

3. Medidas a largo plazo

1. *¿Se están estudiando medidas a largo plazo en su región?*
2. *¿Qué medidas suplementares propone para mejorar la resiliencia del sector frente a este tipo de acontecimiento?*

El mantenimiento de las ayudas al almacenamiento son de gran importancia.

4. Conclusión

En algunas palabras, ¿cuál es el mensaje que desea transmitir à la Comisión Europea a través de este grupo Ah-Hoc?

Todavía seguimos sufriendo las consecuencias del COVID en el mercado y este año necesitamos que se activen las ayudas al almacenamiento con toda urgencia.



NOMBRE :ANGELA FERNÁNDEZ MEDINA

ORGANIZACION :OPP72

Las informaciones abajo concierne::

Portugal

España

Francia

O una región autónoma: ANDALUCIA

1. Contexto

Antes de la crisis sanitaria

Numero de buques, numero de empleos, elementos socio económicos, artes practicados, descripción de la flota, 1º venta, otros...

UN TOTAL DE 46 BUQUES

UN TOTAL DE 139 TRABAJADORES(ARMADORES+TRABAJADORES)

Durante la crisis:

1. Medidas sanitarias tomadas (duración del confinamiento, cierre de las fronteras...)
El 15 de abril se cierra la lonja hasta el 01 de junio y las oficinas vamos a ERTE aunque en ese periodo continuamos prestando servicio al sector cuando lo requiere.
Se presentan dificultades para todo el trámite administrativo especialmente (botiquines, despachos, altas y bajas, etc)
2. Impacto sobre el sector (numero de buques parados, perdida de ingresos, otros...))
La mayoría de los barcos paran de faenar el día 14 de marzo, excepto 9 barcos que ya estaban en el puerto pesquero por otros motivos y 4 de ellos que pararon días más tarde
3. De los 9 barcos parados antes de la fecha de confinamiento, 5 piden ayudas al no poder reanudar la actividad. Finalmente pidieron la ayuda 41 de los barcos, recibiendo resoluciones solo 15, hasta el momento, que ya han cobrado los importes.



Los barcos mayoritariamente reiniciaron la actividad el primero de junio, si bien fueron incorporándose el resto a lo largo de ese mes.

4. VENTAS AÑO 2019-----4.421.553,14
VENTAS AÑO 2020-----2.542.464,29

2. Ayudas

¿Qué tipo de ayudas se han atribuido a las empresas de pesca? ; en qué fondo? ; con qué condiciones? TIPO DE AYUDAS

Se acogieron a las ayudas establecidas, según el Real Decreto 703/2020 Dirigidas a los armadores y pescadores de buques pesqueros afectados por la paralización temporal de su actividad pesquera, en relación con las medidas específicas adoptadas para atenuar el impacto social y económico, derivado en el sector de la pesca por el brote del Covid19, cuando dicha paralización tenga lugar entre el 16/03/2020 y el 31/12/2020

Podrán ser perceptores de estas ayudas los armadores que cumplan los requisitos establecidos en el Real Decreto 703/2020, en cambio solo podrán solicitar estas ayudas los marineros que no hubieran percibido prestación por Expediente de Regulación Temporal de Empleo (ERTE) en el tiempo de parada, entre otros requisitos establecidos en el Real Decreto 703/2020

Los marineros que han cobrado las ayudas hasta la fecha han sido solo 3 La OPP ha podido modificar su PPYC con un parámetro superior al modificar la Unión Europea el requisito del 3 al 12% del volumen de venta de los tres últimos años, por lo que se han podido acometer otras acciones muy importantes durante este tiempo

1. FONDOS FEMP (FONDO EUROPEO MARITIMO Y DE PESCA)

2. *¿Qué tipo de ayudas se han atribuido a las tripulaciones? ; en qué fondo? ; con qué condiciones?*

Las ayudas a tripulantes no se han otorgado porque si bien el Real Decreto 969/2020 de 10 de noviembre, posibilitaba que se puedan solicitar, el hecho de ser las mismas cantidades obtenidas por los ERTEs, han hecho que no se acojan.



Los pescadores como tripulación han sido grandes perdedores de esta situación de covid.

3. ¿Qué tipo de ayudas se han atribuido a las lonjas? ¿en qué fondo?, ¿con qué condiciones?

Las Lonjas no hemos percibido ningún tipo de ayuda específica, si bien los gastos se han mantenido, los ingresos han sido nulos durante el periodo de cierre, sin opciones a ninguna ayuda, es más nuestras organizaciones han sido claves en el mantenimiento de los servicios al sector en todo momento.

4. ¿Estas ayudas han permitido responder a las dificultades inmediatas? Explicar.

Ninguna de las ayudas ha respondido de forma inmediata, excepto los ERTE a los que se han acogido la tripulación y el personal de la organización, con topes que han hecho perder poder adquisitivo.

3. Medidas a largo plazo

1. ¿Se están estudiando medidas a largo plazo en su región?

Consideramos que las ayudas NextGeneration deberían de suponer una transformación importante en el sector pesquero y en la economía de las poblaciones costeras, pues estos fondos de resiliencia de la Unión Europea pueden ser vitales de cara al futuro

2. ¿Qué medidas suplementares propone para mejorar la resiliencia del sector frente a este tipo de acontecimiento?

Sería importante poner en marcha medidas como la Cadena de Custodia Alimentaria, la comercialización Online de los productos de la pesca,

4. Conclusión

En algunas palabras, ¿cuál es el mensaje que desea transmitir à la Comisión Europea a través de este grupo Ah-Hoc?

Quisiéramos transmitir que no estábamos preparados para afrontar un cambio de hábitos en el consumo, en la logística y en la seguridad alimentaria.

Que se necesitan fondos adicionales que permitan un reinventarse el sector de cara varios objetivos:

- Restauración de ecosistemas marinos
- Implantación de energías renovables en el sector (fotovoltaica)
- Estrategia de custodia alimentaria





6 rue Alphonse Rio • 56100 Lorient
+33 297 83 11 69 • info@cc-sud.eu
www.cc-sud.eu

- Eliminación de plásticos en la pesca y en la transformación.
- Estrategia Patrimonial de las comunidades pesqueras con especial incidencia en el turismo, la cultura, el deporte, al tiempo que se recupera patrimonio
- Inclusión social que permita un relevo generacional con garantías



NOME : Gualberto Costa Rita

Organização : Federação das Pescas dos Açores

As informações abaixo concernem::

Portugal

Espanha

França

Ou uma região autónoma: Região Autónoma dos Açores

1. Contexto

Antes da crises sanitária

Numero de navios, numero de empregos, elementos socio económicos, artes praticados, descrição da frota, 1º venda, outros...

Durante a crises:

1. Medidas sanitárias tomadas: Cercas sanitárias, confinamento com proibição de circulação em via pública
2. Impacto sobre el sector: paragem da maior parte da frota por impossibilidade de acostagem em outros portos que não o de armamento para descargas e aquisição de bens essenciais.

2. Ajudas

1. *¿Que tipo de ajudas foram atribuídas as empresas de pesca? ; Em quê fundo?, com quais condições? Foi solicitado ao governo a ativação do FundoPesca e o pagamento antecipado do Posei Pescas e criada a Portaria de Apoio extraordinário aos profissionais da pesca no contexto da Pandemia COVID-19*
2. *¿ Que tipo de ajudas foram atribuídas as tripulações? ; Em quê fundo?, Com quais condições? Foi solicitado ao governo a ativação do FundoPesca e o pagamento antecipado do Posei Pescas e criada a Portaria de Apoio extraordinário aos profissionais da pesca no contexto da Pandemia COVID-19*
3. *¿ Que tipo de ajudas foram atribuídas as lotas? ; Em quê fundo?, Com quais condições?*
4. *¿Estas ajudas permitiram responder as dificuldades imediatas? Explicar.*



3. Medidas a largo prazo

1. *¿Estudiam-se medidas a largo prazo na sua região?* Federação das Pescas dos Açores em comunicação com o Governo Regional dos Açores, estamos a tentar arranjar medidas a longo prazo para o sector da pesca em termos de perda de rendimentos e de exportação do pescado para mercados nacionais e internacionais.

2. *¿Que medidas suplementares propõe para melhorar a resiliência do sector frente a este tipo de acontecimento?*
Em conversação a possibilidade de criar um a linha de crédito para ajudar os pescadores e armadores.

4. Conclusão

Em poucas palavras, ¿cuál es la mensajería que desea transmitir a la Comisión Europea a través de este Grupo Ad-Hoc?

Medidas de apoio para os pescadores e armadores das regiões ultraperiféricas, uma vez que as mesmas por regiões isoladas já tem dificuldades singulares e a pandemia apenas veio dificultar a situação precária já vivida.



NOME :

Organização : VIANAPESCA,OP

As informações abaixo concernem:::

Portugal

Espanha

França

Ou uma região autónoma:

1. Contexto

Antes da crise sanitária:

Numero de navios: 512 embarcações.

Numero de empregos: 3000 tripulantes aproximadamente.

elementos socio económicos:

Artes praticados: pesca polivalente artesanal (redes, armadilhas, anzol, etc) e palangre (superfície, fundo e profundidade)

Descrição da frota: A frota artesanal pratica uma pesca polivalente (diversas artes) em águas interiores e oceânicas é caracterizada por embarcações com CFF até 15 metros, que trabalham 6 a 12 horas por dia (incluindo viagem ida/volta para o pesqueiro), e regressam a porto todos os dias. Por sua vez, os palangreiros, são embarcações de maior porte que permanecem no mar de 15 a 60 dias, dotadas de condições para a conservação/congelação do pescado, assim como condições de habitabilidade e de trabalho a bordo.

1º venda: outros...

Durante a crise:

1. Medidas sanitárias tomadas

Duração do confinamento geral: 45 dias (18/03 a 30/04/2020)

Retoma gradual das atividades: + 30 dias (durante mês de maio)

Fronteiras encerradas: Sim, mas passagem autorizada para trabalhadores

2. Impacto sobre el sector (numero de navios parados, perda de ingressos, outros...)

Pesca artesanal polivalente: apesar de uma quebra acentuada dos preços em Lota (50% nas espécies consideradas de “finas” e de 20 a 30% nas restantes espécies, salvo o Polvo devido ao interesse das fabricas) manteve-se em atividade de forma rotativa para procurar equilibrar oferta e a procura que com o encerramento da restauração diminuir drasticamente;



Pesca artesanal águas interiores: 95% da embarcações que trabalham nos rios estiveram paralisadas entre 18/03 a 11/5. Retomaram de forma faseada a sua atividade em meados de maio, mas só em julho se voltou à normalidade, sendo um ano, praticamente, perdido para a “sagra da Lampreia” ...

Palangreiros: regressaram a porto em março, depararam-se com a falta de escoamento do pescado capturado, logo os preços caíram significativamente. Ficaram paralisados a aguardar a retoma gradual do mercado, pelo que só voltaram a “sair para o mar” em junho;

1. Ajudas

1. *¿Que tipo de ajudas foram atribuídas as empresas de pesca?; Em quê fundo?; com quais condições?*

Apoio financeiro às cessações temporárias por ocorrência de doença

https://mar2020.blob.core.windows.net/mar2020/2020/11/Aviso_47-2020.pdf

https://mar2020.blob.core.windows.net/mar2020/2020/11/Aviso_48-2020.pdf

Organizações de Produtores - foi revisto o respetivo limite máximo de apoio aos Planos de Promoção e Comercialização (PPC)

Linha de apoio específica, dirigida a operações que visem a adoção de medidas de prevenção, deteção e mitigação de contágio por COVID-19

Aviso N.º 41/2020 Apoios Específicos Inerentes ao Surto de COVID-19

Cria uma linha de crédito com juros bonificados dirigida aos operadores do setor da pesca

<https://dre.pt/application/file/a/131463177>

Compensação aos aquicultores pela suspensão ou redução temporária da produção e das vendas, motivada pelo COVID-19, com um total de 4 milhões de euros

Portaria n.º 162-B/2020, de 30 de junho



2. ¿Quê tipo de ajudas foram atribuídas as tripulações? ¿Em quê fundo?, ¿Com quê condições?

O FCSPP tem como objetivo prestar apoio financeiro aos profissionais da pesca, na forma de compensação salarial quando, por razões que se prendem com condicionantes específicas da sua atividade, fiquem temporariamente privados do seu rendimento

https://www.dgrm.mm.gov.pt/documents/20143/94334/DL_61_2014.pdf/ebd45cab-f7b9-f52a-e0dc-0c5d2e4a9435

https://www.dgrm.mm.gov.pt/documents/20143/94334/DL_52_2017.pdf/edd407f1-7a8a-83c8-a67b-8a32b256c4a4

Apoio financeiro às cessações temporárias por ocorrência de doença (tripulação)

https://mar2020.blob.core.windows.net/mar2020/2020/11/Aviso_47-2020.pdf

https://mar2020.blob.core.windows.net/mar2020/2020/11/Aviso_48-2020.pdf

3. ¿Quê tipo de ajudas foram atribuídas as lotas? ¿Em quê fundo?, ¿Com quê condições?

Reforço dos equipamentos de proteção individual aos trabalhadores

Mar 2020 (avisos nºs 41/2020 e 43/2020)

4. ¿Estas ajudas permitiram responder as dificuldades imediatas? Explicar.

Sim, estas medidas permitiram mitigar a maioria dos efeitos do surto - saúde pública /económicos / comerciais

2. Medidas a longo prazo



1. *¿Estudam-se medidas a longo prazo na sua região?*
Atração e fixação de jovens no Setor

2. *¿Que medidas suplementares propõe para melhorar a resiliência do sector frente a este tipo de acontecimento?*

Renovação da frota de pesca com mais de 15 anos, criar condições de vida e segurança a bordo das embarcações, com motorizações mais amigas do ambiente, sem aumentar a capacidade de pesca

3. Conclusão

Em poucas palavras, ¿cuál es la mensajería que desea transmitir a la Comisión Europea a través de este Grupo Ad-Hoc?

Mais respeito dos científicos, das ONG's e da Comissão Europeia, pelo Setor da Pescas.

Com os melhores cumprimentos,

F. Portela Rosa

